# AFRIQUE : LES TROIS ENNEMIS DE L'INTELLIGENCE ECONOMIQUE

De manière exceptionnelle, *Africa Diligence* publie ci-dessous la version originale de l'article de Guy Gweth sur « Les ennemis de l'intelligence économique en Afrique » paru de manière incomplète dans le n°190 de l'hebdomadaire financier *Les Afriques*, en kiosque du 16 au 23 février 2012.

*Mots clés : blanchiment d'argent, contrefaçon, corruption, criminalité financière, due diligence, intelligence économique et stratégique, intelligence financière, fuite des capitaux*

## LES ENNEMIS DE L'INTELLIGENCE ECONOMIQUE EN AFRIQUE

En Afrique, la recherche, le traitement et la sécurisation d'informations à des fins de compétitivité économique ne marchent pas à l'occidentale. Dans un contexte où l'Etat est souvent le principal acteur d'une économie informelle à plus de 50%, les trois ennemis de l'intelligence économique sont la corruption, la fuite des capitaux et la contrefaçon.

### 1. LA CORRUPTION

*« Si Judas vivait, il serait ministre d'État »* en Afrique pourrait-on dire avec Barbey d'Aurevilly. Les conclusions du rapport de Transparency présenté le 22 novembre 2011 à la presse africaine sont assez éloquentes sur le sujet. Parmi les 6000 entretiens individuels conduits dans six Etats : Afrique du Sud, Malawi, Mozambique, RDC, Zambie et Zimbabwe, 62% des personnes interrogées considèrent que la corruption s'est aggravée au cours des trois dernières années. 56% d'interviewés ont dû payer des bakchichs dans les 12 derniers mois, dont 68% de Mozambicains et 42% de Zambiens. Les analystes de Transparency notent que dans l'ensemble des pays étudiés, le corps judiciaire, les partis politiques, les parlements et le système éducatif ont assez mauvaise réputation. Ici, la corruption est aux entreprises ce que le monde de la finance est à François Hollande : un adversaire sans visage.

**1 .1 Comment ça marche ?** – Dans une précédente publication [1], nous avons identifié cinq techniques de corruption parmi celles qui ont le plus d'impact sur le climat des affaires et la compétitivité des entreprises en Afrique : les « pourboires », les « cadeaux », les « pourcentages », les « aides » et le « consulting off shore». Celle contre laquelle l'intelligence économique va en guerre avec le plus d'efficacité est la technique du « consulting». Très utilisée au cours des 10 dernières années, cette technique de corruption agit sur l'entourage d'une Personnalité Politiquement Exposée [2]. Pour brouiller les pistes, le proche

collaborateur d'un décideur est recruté comme consultant par un cabinet basé dans un paradis fiscal. Ici, les cinq destinations préférées des Africains sont : le Luxembourg, Chypre, Malte, Hong Kong et Singapour. En échange d'informations confidentielles, le « consultant » est rémunéré dans une banque située, elle aussi, dans un paradis fiscal. Au cours d'un voyage à l'étranger, le collaborateur du décideur peut alors entrer en possession des fonds.

**1.2 Quel impact sur la compétitivité ?**- En Afrique, la formule de Robert Klitgaard (Corruption = Monopole + Pouvoir – Transparence) fonctionne comme un théorème [3]. Entre la grande corruption (de haut niveau où les décideurs politiques chargés d'appliquer les lois utilisent leur position officielle pour promouvoir leurs intérêts personnels) et la petite corruption (à forte connotation bureaucratique dans l'administration publique), l'impact est extrêmement difficile à chiffrer. Lorsqu'on additionne la falsification de données, les versements de pots de vin à des responsables officiels pour les encourager à agir de manière rapide et favorable, l'argent obtenu par la contrainte, la distraction des fonds publics par des fonctionnaires et le poids du favoritisme, la somme est faramineuse. Ce d'autant plus qu'elle emprunte plus ou moins les mêmes canaux que la fuite des capitaux que nous évoquerons plus loin.

**1.3 La réponse de l'intelligence économique** - La lutte contre la corruption est un combat mondial qui mobilise la plupart des appareils étatiques. En Afrique, la contribution de l'intelligence économique est surtout décisive pour les grandes entreprises qui craignent de perdre des contrats et de se mettre à dos des autorités corrompues en refusant d'en être les corrupteurs. Ce travail exceptionnel s'appuie sur les informations confidentielles fournies par des « honorables correspondants » occupant des postes clés au sein des administrations.

A l'instar de Knowdys, des agences ayant un code d'éthique ne mobilisent aucun moyen illégal pour remplir pareille mission. Un consultant en intelligence économique agissant au profit d'une entreprise privée évitera donc les intrusions dans la vie privée, les écoutes indiscrètes ou le piratage informatique pour collecter le renseignement utile au client.

Dans des pays comme le Cameroun, le Ghana, le Kenya et le Nigeria où d'importants procès pour corruption sont en cours d'instruction, les avocats d'entreprises lésées et le ministère public ont besoin de conseils en intelligence économique pour cartographier les différents acteurs de l'échiquier concerné en se basant sur des preuves recevables devant la justice.

## 2. LA FUITE DES CAPITAUX

« Point d'argent, point de Suisse », écrivait Jean Racine. Avec la fuite de capitaux vers les paradis fiscaux, l'Afrique perd 10 fois plus d'argent qu'elle n'en reçoit chaque année par le biais de l'aide internationale. Le rapport *Illicit Financial Flows from Developing Countries: 2000-2008* publié en janvier 2011 par Global Financial Integrity (GFI) a révélé que la fuite des capitaux africains se chiffrait à 854 milliards de dollars entre 1970 sur la période étudiée.

**2.1 Comment ça marche ?** Ayant compris que l'Afrique est la nouvelle frontière de la croissance mondiale, des dealers en col blanc et légendes fraîches, débarquent chaque jour d'Amérique du nord, d'Asie et d'Europe avec l'intention d'investir sur le continent. Au cours des cinq dernières années, ces « nouveaux investisseurs » se sont intéressés aux terres arables, à l'agroalimentaire, aux minerais, aux banques, ainsi qu'aux technologies de l'information et de la communication. Mais quel est leur profil en dehors des légendes fraîches de Google? D'où partent-ils, quelle est l'origine des fonds qu'ils investissent ? Quelle est leur stratégie ? Ces questions auxquels répondent efficacement les experts africains de l'intelligence économique ne peuvent cependant occulter les milliards de dollars que perd le continent chaque année à travers l'évasion fiscale, la sous-évaluation des recettes d'exportation, la surfacturation des produits importés et surtout le détournement des fonds publics.

**2.2 Quel impact sur la compétitivité ?** Au cours des 40 dernières années, l'Afrique centrale et de l'ouest ont été les sous-régions les plus touchées par cette hémorragie. Depuis 1970, le Top 5 de la fuite des capitaux africains est constitué du Nigéria (89,5 milliards USD) de l'Egypte (70,5 milliards USD), de l'Algérie (25.7 milliards USD), du Maroc (25 milliards USD) et de l'Afrique du sud (24.9 milliards USD) pour l'ensemble des sommes comptabilisées. Les ressources destinées au développement s'envolant vers d'autres cieux, nous convenons avec GFI que « tant que l'hémorragie continue sur le long terme à un rythme rapide, les efforts pour booster la croissance économique vont être contrariés dans la mesure où la distribution des revenus sera de plus en plus biaisée ». Et cela aura un impact désastreux sur la compétitivité économique et la stabilité politique du continent.

**2.3 La réponse de l'intelligence économique** – Face à la complexification de la criminalité financière, les consultants expérimentés mobilisent plusieurs outils et sources d'informations commerciales et publiques tels que l'Index sur la corruption de Transparency, les rapports d'évaluations mutuelles du GAFI [4], Factiva, World check, et d'autres) dont le croisement donne des résultats de grande qualité. Ils permettent notamment de mapper l'environnement des personnalités politiquement exposées (PPE) et d'analyser les risques de blanchiment d'argent liés à ce type de clientèle. Une part importante de ces travaux s'appuie sur les typologies de blanchiment d'argent élaborées par le MROS [5] et le Groupe d'Ermont [6]. L'analyse comparée des cas égyptien et tunisien, 365 jours après la chute de leurs dictatures respectives, indique l'apport décisif de l'intelligence économique dans la bataille pour la récupération des fonds dérobés par ces dirigeants qui « aimaient » leur pays.

12 mois après la chute de Hosni Moubarak, 450 millions de dollars appartenant à l'entourage de l'ancien Raïs ont été bloqués par la Suisse. Les conseils en intelligence économique et financière sont entrés en jeu après que les nouvelles autorités égyptiennes ont introduit une première demande d'entraide judiciaire, fin mars 2011, et essuyé un rejet au motif qu'elle était incomplète. La mission des conseils africains et suisses était d'aider les

autorités égyptiennes à démontrer, à travers des procédures pénales, l'origine illégale des avoirs gelés par Genève. Malgré les lenteurs judiciaires provoquées par les avocats de l'ex président, ce dossier devrait connaître un heureux aboutissement dans les prochains mois.

12 mois après la chute de Ben Ali, l'Association des Tunisiens de Suisse qui prétendait pouvoir récupérer les fonds de l'ancien dictateur et de son entourage, par leurs seuls moyens, ont fait choux blanc. Ou presque. Depuis janvier 2011, Genève n'a bloqué que 80 millions de dollars sur un pactole estimé à cinq milliards USD à travers le monde. Me Enrico Monfrini dont la réputation n'est plus à faire - depuis qu'il a récupéré 1,3 milliard de dollars détournés par l'ancien dictateur nigérian Sani Abacha, au pouvoir de 1993 à 1998 - peine à faire émerger le dossier tunisien des eaux du lac Léman. Les dirigeants voyous apprennent vite, innovent vite et s'entourent de blanchisseurs rusés, ce qui complexifie les enquêtes et nécessite l'intervention de conseils en intelligence économique aguerris. Cette expertise est d'autant plus décisive que la dernière mode pour les cibles est de se faire représenter par des sociétés écrans basées dans des paradis fiscaux. On peut, de ce fait, comprendre que l'intelligence économique soit perçue comme l'ennemie intime des dirigeants voyous.

**3. LA CONTREFACON**

« N'imitez rien ni personne. Un lion qui copie un lion devient un singe. » S'il fallait s'en tenir à cette citation de Victor Hugo, 50% des commerces en Afrique seraient remplis de singes. Des logiciels aux pièces d'automobiles en passant par des appareils téléphoniques, des marques de vêtements, de cigarettes, des aliments pour nourrissons et des médicaments, etc., l'Afrique semble être la station finale de tout ce qui se fait de faux sur la planète. Le phénomène fausse complètement le jeu de la concurrence au point d'effrayer de nombreux opérateurs économiques étrangers. Mais il y a plus grave : la contrefaçon cause d'énormes dégâts de santé publique sur le continent. Si l'on s'en tient aux chiffres publiés en 2011 par l'Organisation mondiale de la santé, environ deux milliards de personnes ont été victimes d'accidents ou d'intoxications dans le monde suite à un contact avec un produit d'origine douteuse, dont plus d'un quart en Afrique, au cours de l'année écoulée.

**3.1 Comment ça marche ?** Entre le « vrai-faux » [7] qui consiste en un détournement fiscal de vrais produits, le « faux-vrai » qui renvoie à la fabrication clandestine de générique sans danger pour le consommateur, le « faux-faux » est le mode le plus néfaste pour la compétitivité de l'Afrique. Car il frappe aussi bien les recettes fiscales, les droits des titulaires et la sécurité du consommateur que la santé publique.

**3.2 Quel impact sur la compétitivité ?** Dans un pays comme le Nigeria, le crime organisé a pris le pas sur les petits contrefacteurs, reléguant les brevets et les droits d'auteurs aux oubliettes. Dans ce pays, pour ne citer que lui, l'industrie de médicaments contrefaits réalise de gigantesques profits à moindre coût sans se soucier de la sécurité et des consommateurs. Selon les estimations de Knowdys, au moins 50 % de médicaments d'origine douteuse

échouent sur le continent africain. Exposés au soleil et aux intempéries, ces produits sont vendus, hors contrôle, sur les marchés, au milieu des préservatifs et des friandises... Malgré les campagnes de sensibilisation régulièrement financées par des fonds internationaux, les consommateurs n'en démordent pas ; pour une raison que les autorités feignent d'ignorer : la faiblesse du pouvoir d'achat des populations. Un Africain dépense en moyenne 10 dollars/an pour ses médicaments contre 380 dollars pour un Européen, 506 dollars pour un Japonais et 770 dollars pour un Américain, d'après les statistiques (2011) de Knowdys. Mais la pauvreté justifie-t-elle que les entreprises qui investissent en R&D, créent des emplois locaux et paient des impôts aux Etats, soient battus par l'industrie de la contrefaçon ?

**3.3 La réponse de l'intelligence économique** – Alors que leurs marchés traditionnels sont à maturité, certaines multinationales du luxe telles que LVMH, Chanel et l'Oréal, des grands équipementiers mondiaux comme Bosch, Johnson Controls et Valeo, ou des majors de l'agroalimentaire à l'instar de Coca-Cola, Nestlé et Unilever, vont chercher la croissance en Afrique où attend une classe moyenne de plus de 300 millions de consommateurs. Pour accompagner ces géants sur ce « nouveau » marché, les conseils en intelligence économique et stratégique jouent un rôle de premier plan pour étudier les habitudes de consommation, établir les profils des prescripteurs, analyser la concurrence, identifier les menaces liées à la corruption et à la contrefaçon, cartographier les contrefacteurs et préparer les ripostes idoines. La même offre est proposée aux entreprises locales menacées dans leurs positions.

Dans leur lutte contre la contrefaçon, des gouvernements courageux comme au Rwanda et au Ghana recourent également aux services de ces consultants pour jouer les « clients mystères » auprès des services douaniers. A ce jour, les résultats parlent d'eux-mêmes.

En plus des outils techniques capables de prouver la bonne ou mauvaise foi d'un fabricant, des cabinets d'intelligence économique comme Knowdys tiennent une base de données permettant d'anticiper les tendances des contrefaçons dans un espace déterminé (l'Afrique centrale en l'occurrence). L'analyse de ces données permet de définir l'évolution des stratégies des fraudeurs, de découvrir les nouvelles routes qu'ils empruntent, et aider les politiques et les entrepreneurs à prendre des mesures préventives et/ou dissuasives.

**En guise de conclusion**

Vu le tableau, on pourrait croire avec Yves Beauchemin que « quand nos ennemis vont mal, c'est que nos affaires sont sur le point de mieux aller. » Non. L'intelligence économique va mal en Afrique, non à cause des banques de données inexistantes, non à cause de l'opacité des opérateurs économiques locaux, non à cause des sources peu fiables, mais parce que ses acteurs majeurs ont encore une certaine idée de la compétition au service du bien commun.

Guy Gweth

--

Notes

[1] Voir « Dieu et les négociateurs africains » par Guy Gweth, *Les Afriques* numéro 189, du 09 au 15 février 2012.

[2] Une Personne Politiquement Exposée (PPE) est une personne exerçant ou ayant exercé une haute fonction publique, ou associée des près à une telle personne. Du fait de sa fonction et de l'influence qu'elle peut avoir, une PPE risque potentiellement d'être impliquée dans des activités frauduleuses ou des actes de corruption. En 2012, des PPE africains (des chefs d'Etat, des hauts fonctionnaires, des dirigeants d'entreprises publiques, des chefs de partis politiques, et leur entourage) continuent de s'enrichir illégalement au détriment de leur Etat, entravant ainsi le développement du continent.

[3] Nos retours d'expérience dans le golfe de Guinée, en particulier, corroborent cette équation de Klitgaard. En effet, chaque personne en position d'intermédiaire incontournable (monopole), disposant d'une importante marge d'appréciation (pouvoir discrétionnaire) et se soustrayant à toute surveillance (responsabilité), peut détourner son travail au profit de ses intérêts personnels (corruption). Cf. Robert Klitgaard in Controlling Corruption, University of California Press, 1988.

[4] Fondé à Paris en 1989, le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) est un organisme intergouvernemental qui a pour objectif de concevoir et de promouvoir des politiques de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au niveau international.

[5] Le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS en anglais : Money Laundering Reporting Office - Switzerland) joue un rôle d'interface entre les intermédiaires financiers et les autorités de poursuite pénale. Conformément à la loi helvétique sur le blanchiment d'argent, le bureau de Berne reçoit, analyse et, si nécessaire, communique ses soupçons sur des mouvements relatifs au blanchiment d'argent, au financement du terrorisme ou aux fonds d'origine criminelle.

[6] Crée en 1995 à Bruxelles, le groupe Ermont rassemble les cellules de renseignement financier de 120 pays. Il a pour objectifs de développer la coopération entre les cellules par l'échange d'information, d'accroître leur autonomie opérationnelle et de promouvoir la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

[7] Classification empruntée à Alain Bauer. Lire « Le faux tue aussi », article mis en ligne par lenouveleconomiste.fr (http://www.lenouveleconomiste.fr/le-faux-tue-aussi-13528/) le 30.01.2012.